Division du territoire des localités de la commune en plans d’aménagement particulier « quartiers existants » (PAP QE)

Le tissu bâti existant de la Commune de Lintgen est divisé en plans d’aménagement particulier « quartier existant ».

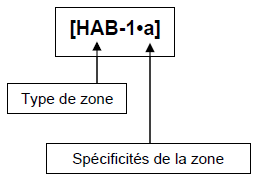
Les plans d’aménagement particulier « quartier existant », appelés par la suite PAP QE sont subdivisés par type de zone, comme suit:

* PAP QE – Zone d’habitation 1 [HAB-1],
* PAP QE – Zone d’habitation 2 [HAB-2],
* PAP QE – Zone mixte villageoise [MIX-v],
* PAP QE – Zone mixte rurale [MIX-r],
* PAP QE – Zone de bâtiments et d’équipements publics [BEP],
* PAP QE – Zone d’activités économiques communale type 1 [ECO-c1],
* PAP QE – Zone de gares ferroviaires et routières [GARE],
* PAP QE – Zone de sport et de loisirs [REC],
* PAP QE – Zone de jardins familiaux [JAR].

**Représentation graphique des PAP QE**

Les PAP QE sont localisés dans les plans de repérage par localité, dressés sur les plans cadastraux numérisés (PCN), et représentés par un encadré définissant le type de zone ainsi que les spécificités de la zone. Ces plans font partie intégrante du présent dossier.

Exemple d’un encadré:



**PAP approuvés**

Les plans d’aménagement particulier (PAP), dûment approuvés par le Ministre de l’Intérieur, font partie du PAP QE respectif. Pour tout ce qui n'est pas règlementé dans la partie graphique et/ou la partie écrite du PAP approuvé et maintenu, les prescriptions du plan d'aménagement particulier « quartier existant » (PAP QE) sont d'application.

Règles applicables à tous les PAP QE

# Art. 11 Constructions existantes

1. Les constructions, aménagements et affectations d’immeubles dûment autorisés et non conformes au moment de l’entrée en vigueur du présent règlement bénéficient d’un droit acquis. Des travaux de transformations mineures, de conservation et d’entretien sont autorisés.
2. Afin de permettre la rénovation ou la transformation d’une construction existante dont les dimensions et l’affectation ne sont plus autorisables, le bourgmestre peut déroger aux dispositions concernant le nombre de niveaux admis, la hauteur des constructions et des toitures, la profondeur, les reculs sur les limites ainsi que la forme de la toiture.
3. Les constructions existantes et dûment autorisées sous le régime d’une réglementation antérieure et qui ne répondent plus aux dispositions du règlement en vigueur peuvent être reconstruites selon l’implantation, le gabarit et l’affectation originels en cas de sinistre.

# Art. 12 Changement du mode d’affectation

Tout changement du mode d’affectation est soumis à une autorisation du bourgmestre. Une telle autorisation est soumise aux prescriptions du règlement en vigueur. Est également considéré comme changement de mode d’affectation l’augmentation du nombre d’unité de logement.

# Art. 13 Lotissement de terrains

1. Lorsqu’un ou plusieurs terrain(s) viabilisé(s), constructible(s), bâti(s) ou non, est/sont subdivisé(s) ou regroupé(s), le propriétaire doit solliciter une autorisation de lotissement selon les prescriptions de l'article 29 (1) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.
2. Lors de la demande d’autorisation de lotissement de terrains en zone constructible, le demandeur doit fournir un plan de lotissement qui démontre la constructibilité du/des terrain(s) et la conformité avec les dispositions du présent règlement. Ceci concerne également les marges de reculement relatives aux constructions existantes et/ou projetées concernées par une demande d’autorisation de lotissement.
3. Dans le cadre d’un lotissement, une dérogation peut être autorisée pour les reculs, dans le cas où une augmentation ou une diminution du recul s'impose pour des raisons urbanistiques, topographiques, de raccordements aux immeubles existants, respectivement de sécurité de la circulation.
4. L’autorisation peut être refusée si le lotissement de terrains conduirait à une non-conformité pour une construction existante par rapport à l’une quelconque des dispositions règlementaires lui applicables ou si le terrain est rendu inconstructible en conformité aux dispositions de la présente.

# Art. 14 Cession de terrains

La délivrance d’une autorisation de construire peut-être conditionnée par la cession d’une emprise du terrain à bâtir dans l’intérêt d’infrastructures publiques, conformément à l’article 34 point (5) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l’aménagement communal et le développement urbain, notamment les surfaces sur lesquelles sont prévues les travaux d’équipements accessoires aux réseaux de circulation existants. La surface cédée ne peut en aucun cas dépasser 5% de la surface totale du terrain à bâtir brut du propriétaire concerné.

# Art. 15 Assainissement énergétique

1. Afin de garantir l’assainissement énergétique des constructions existantes, une dérogation concernant l’alignement, les reculs, les profondeurs et les hauteurs à la corniche et au faîte d’au maximum 0,50 mètre peut être accordée.
2. Un dépassement maximal de 0,25 mètre de l’isolation thermique sur le domaine public communal peut être accordée, à condition de garantir un espace de circulation suffisant, et ce, sans donner droit à l’aliénation du domaine public.
3. Dans le cas d’une nouvelle construction et d'un agrandissement d'une construction existante entre deux constructions existantes ayant reçu une autorisation d’empiéter sur les reculs et l’alignement avant pour la réalisation d’une isolation thermique, celle-ci peut s’aligner sur les reculs et l’alignement avant, selon les mêmes conditions. Ces exceptions sont accordées également dans le cas d'une réalisation ultérieure d'un étage supplémentaire dans une construction existante.

# Art. 16 Panneaux solaires

1. Les panneaux solaires (photothermiques et/ou photovoltaïques) installés sur un versant incliné d’une toiture doivent être posés parallèlement à la pente du versant de la toiture et être le plus proche possible de la couverture de la toiture ou être intégrés dans celle-ci. Ils doivent être de type « full black », c'est-à-dire sans éléments métalliques scintillants et ne pas dépasser les bords de la toiture elle-même.
2. Dans le cas d'une toiture plate, les panneaux solaires doivent avoir un recul minimal de 1,00 mètre par rapport aux plans de façades et ne peuvent dépasser une hauteur totale de 1,20 mètre et une pente maximale de 35°.
3. Les panneaux solaires installés sur le ou les versant(s) de la toiture de la façade principale, doivent former un ensemble harmonieux quant au type, à la forme et à l’épaisseur.
4. L’installation de panneaux solaires sur la toiture des constructions agricoles, équestres, artisanales et commerciales est autorisée et peut différer des prescriptions relatives à l’inclinaison des panneaux reprises sous le point a) ci-dessus.
5. Dans les secteurs protégés de type « environnement construit – C », arrêtés par la partie graphique du PAG, le montage de panneaux solaires en façade est interdit, sauf sur la façade postérieure.

# Art. 17 Équipements techniques fixes

1. Les équipements techniques fixes nécessaires à l’exploitation des constructions principales sont à intégrer dans le gabarit de la construction principale.
2. Si des raisons techniques l’exigent, des équipements techniques fixes – tels que les conditionnements d’air, les systèmes de ventilation et les pompes à chaleur – sont autorisés dans les reculs, sous condition de respecter un recul minimal de 3,00 mètres de la limite de la parcelle, que les ventilateurs soient orientés vers l’intérieur de la parcelle concernée et de ne pas causer de nuisances sonores pour le voisinage.
3. Une dérogation aux dispositions ci-dessus peut être accordée, si l’implantation des équipements techniques fixes dans le recul postérieur n’est pas possible pour des raisons techniques.

# Art. 18 Dérogation

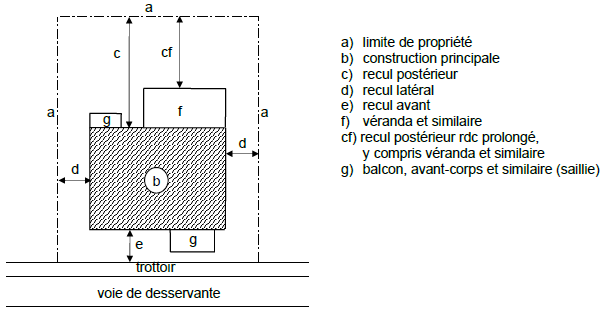
Une dérogation aux prescriptions du présent règlement peut être accordée par le bourgmestre sous condition que les mesures proposées par le maître d'ouvrage garantissent une meilleure qualité architecturale et qu'elles n'augmentent en aucun cas la surface construite brute.

Définition des dispositions et prescriptions dimensionnelles

# Art. 24 Marge de reculement

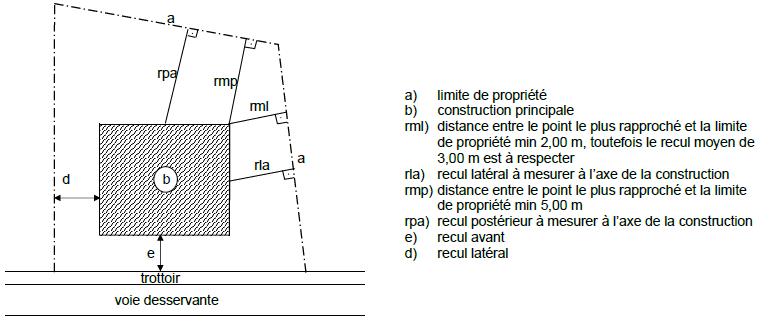
Les marges de reculement comprennent les espaces non bâtis, à l’exception de garage ou car-port, ainsi que des abris jardin et constructions similaires, d’un fond destiné à être maintenu entre l’alignement de la voie de desserte et la construction projetée, d’une part, et entre les limites latérales et postérieures du fond et la construction projetée, d’autre part.

Les dimensions des marges de reculement du présent règlement sont mesurées perpendiculairement à ces limites et dès le nu extérieur de la façade, compte non tenu des terrasses non couvertes, des seuils, des perrons, des escaliers extérieurs, des rampes, des balcons, des arcs (fermés latéralement ou non) et autres installations semblables.



# Art. 25 Façade oblique

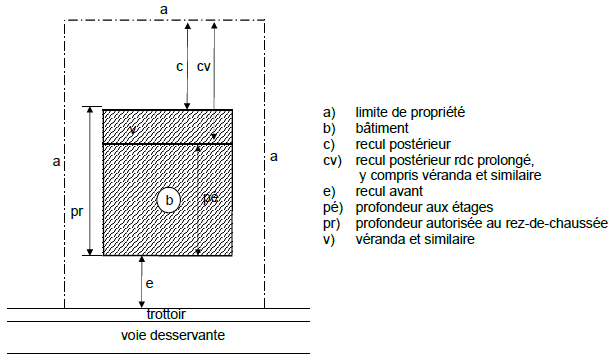
Lorsque la façade d'une construction se présente obliquement par rapport à la limite de propriété, les reculs des constructions sont mesurés à partir du milieu de la façade, perpendiculairement à la limite. Le recul latéral des constructions au point le plus rapproché ne peut être inférieur à 2,00 mètres et le recul postérieur des constructions au point le plus rapproché ne peut être inférieur à 5,00 mètres.



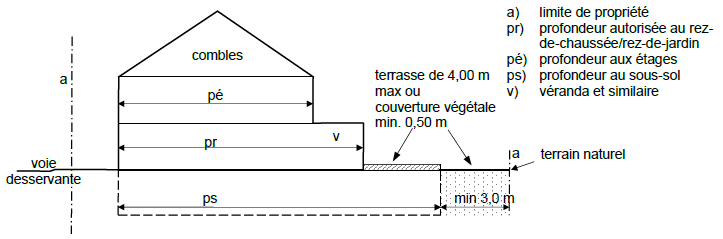
# Art. 26 Profondeur des constructions

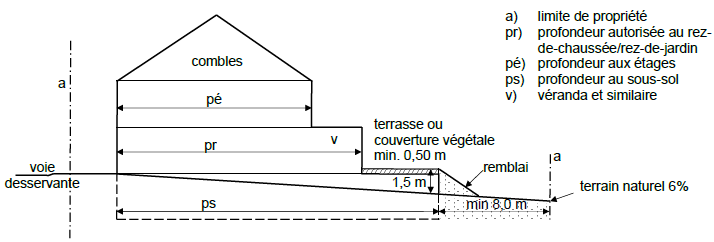
La profondeur des immeubles, au rez-de-chaussée et aux étages, compte pour tous les volumes couverts clos ou non clos, chauffés ou non chauffés. La profondeur est mesurée entre façades frontales opposées, sur le plan du niveau de plus grande surface (voir la profondeur spécifique par PAP QE).

Les terrasses non couvertes, les balcons, les avant-corps et les saillies ne sont pas pris en compte dans le calcul de la profondeur.



La profondeur des constructions au sous-sol est mesurée à partir de la façade principale.



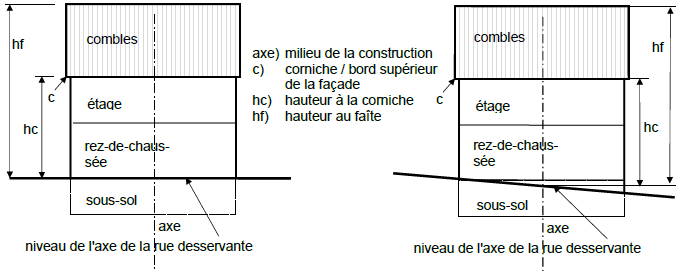


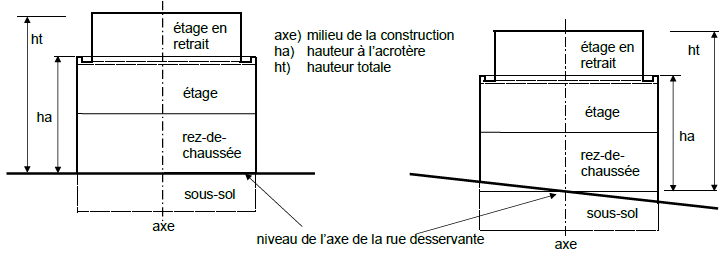
# Art. 27 Hauteur des constructions

1. Pour les constructions situées sur un terrain en pente inférieure à 15%, la hauteur est mesurée par rapport au niveau de l'axe la voie desservante.

La hauteur à la corniche ou à l’acrotère des constructions est la différence entre le niveau de l'axe de la voie desservante et le niveau de la corniche principale ou du bord supérieur de la façade. Elle est mesurée au milieu de chaque façade.

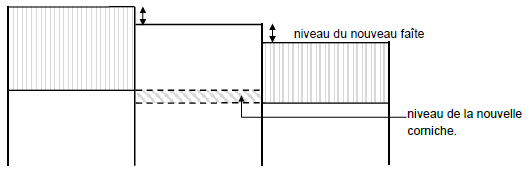
La hauteur au faîte est la différence entre la corniche et le faîte. Elle est mesurée au milieu de chaque façade.





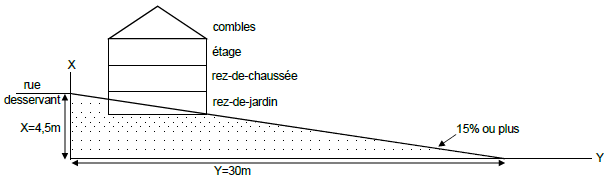
La hauteur corniche peut être à 1,00 mètre maximum au-dessus du niveau de la dalle supérieure du dernier niveau plein autorisé.

Pour une nouvelle construction, une dérogation à cette règle peut être accordée pour garantir un raccord harmonieux avec les constructions existantes (maximum +/- 1,00 mètre).

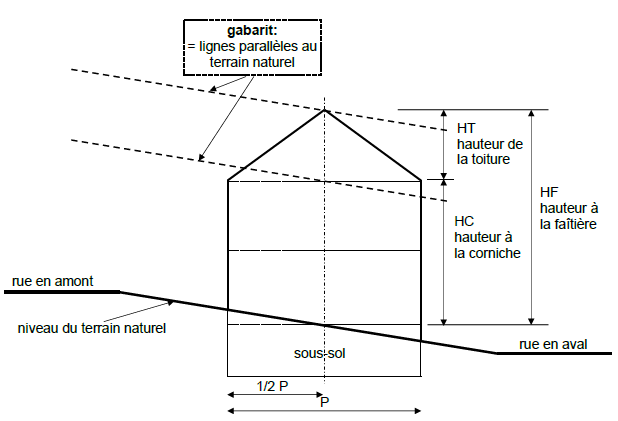


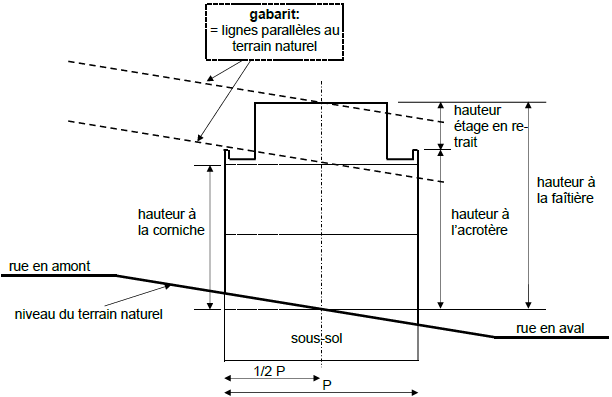
1. Pour les constructions agricoles, artisanales ou similaires non adjacentes à la voie desservante, la hauteur est définie comme la différence moyenne entre le niveau du terrain naturel et le niveau de la corniche et du faîte, mesurée dans l’axe de la façade frontale.
2. Pour les constructions situées sur un terrain en pente supérieure à 15%, la hauteur est mesurée par rapport au terrain naturel.

La pente moyenne d’un terrain correspond à la valeur du rapport entre la différence de hauteur du terrain naturel (X) et la profondeur théorique du terrain à bâtir (Y). La profondeur théorique du terrain à bâtir à prendre en compte pour le calcul de la pente moyenne du terrain est de 30,00 mètres et elle est mesurée perpendiculairement et au milieu de la parcelle, respectivement du domaine public. Pour les terrains ayant une profondeur inférieure à 30,00 mètres, la profondeur réelle du terrain est à prendre en compte pour le calcul de la pente moyenne du terrain.



Les hauteurs de la corniche et du faîte sont à mesurer par rapport au niveau du terrain naturel et sur la base d'un levé topographique de la situation existante. Un gabarit théorique parallèle au niveau du terrain naturel doit être établi conformément au dessin ci-après, dans lequel chaque construction ou partie de construction doit s'intégrer. Le nombre maximal des niveaux compte pour chacune des façades.





# Art. 28 Rez-de-chaussée et rez-de-jardin

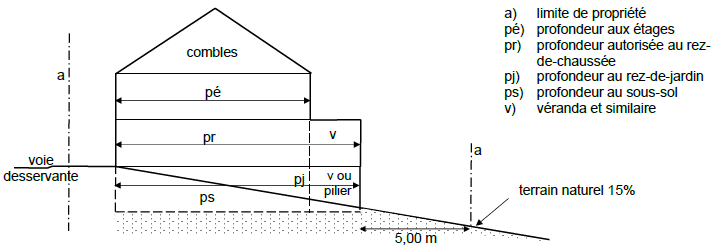
1. Le niveau du rez-de-chaussée correspond au niveau de l'axe de la voie publique existante. Le niveau du rez-de-chaussée peut être à 0,00 mètre ou supérieur à cette cote de 1,60 mètre au maximum. Pour les bâtiments accolés, le niveau du rez-de-chaussée peut être inférieur ou supérieur à cette cote de 1,00 mètre au maximum.

La cote est mesurée au milieu de la façade sise sur l'alignement.

Exceptionnellement le bourgmestre peut déroger à ces prescriptions pour des raisons urbanistiques, topographiques et s’il s’avère que la limitation en question rend impossible le raccordement au réseau de canalisation existant. Toutefois, la hauteur maximale à la corniche ne peut pas être dépassée.

Lorsque la cote du rez-de-chaussée respectivement du rez-de-jardin n’est pas la même sur toute la longueur des façades, le plancher le plus élevé est déterminant.

1. Dans les constructions en pente, en dessous du rez-de-chaussée, des locaux d'habitation partiellement enterrés, du côté postérieur soit le rez-de-jardin, des locaux destinées au séjour prolongé peuvent être autorisés.



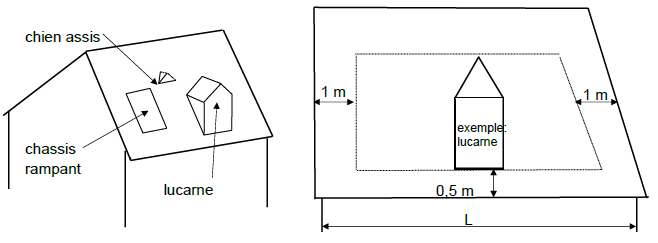
# Art. 29 Ouvertures dans la toiture

1. Les types d'ouvertures autorisés dans la toiture sont les suivants:

* les lucarnes et chiens assis,
* les châssis rampants,
* les loggias.

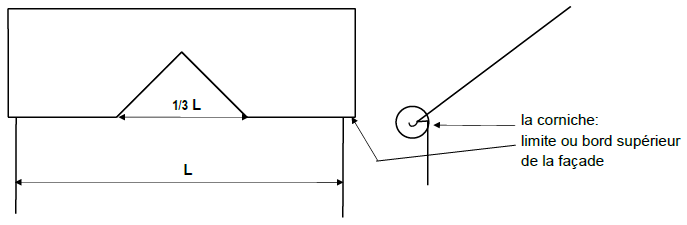
A l’exception des velux, ces éléments sont interdits, dans le terrasson des toitures de style « Mansart » et dans le grenier des toitures arrondies. Les ouvertures dépassant le brisis sont à considérer comme lucarnes.

1. L'implantation des ouvertures est définie dans le dessin ci-après, à l'intérieur de la ligne pointillée:

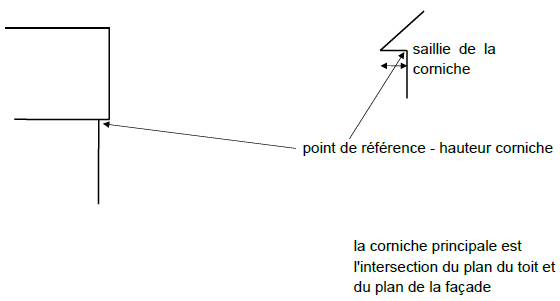


Dans tous les cas, la largeur additionnée des constructions logeant des ouvertures dans la toiture, les velux ne sont pas pris en compte, ne pourra excéder 2/3 de la longueur (L) de la toiture (voir dessin ci-avant).

1. La corniche pourra être interrompue sur 1/3 de la longueur de la façade (L) au maximum pour l'aménagement d'une lucarne ou loggia.



1. La corniche a une saillie maximale de 0,50 mètre, sans gouttière extérieure, mesurée au niveau de la corniche. Au-delà de la corniche sont interdites toutes saillies, telles que balcon et similaire.



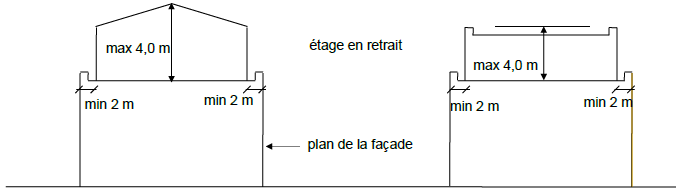
1. Les terrasses et balcons sont interdits dans la toiture (comble).
2. Les prescriptions ci-dessus ne sont pas valables dans les secteurs protégés de type « environnement construit – C ».

# Art. 30 Étage supérieur en retrait

L'étage supérieur en retrait ne doit pas dépasser la hauteur totale de 4,00 mètres, mesurée à partir du plancher sur la dalle du dernier étage, y compris l'acrotère.

Le retrait a au moins 2,00 mètres, mesuré à partir du plan de la façade avant et postérieur.

Les retraits peuvent être aménagés en toiture-terrasse sans préjudice d'autres dispositions légales. Le garde-corps d'une toiture-terrasse peut dépasser la hauteur de l'acrotère. Aucune saillie n'est autorisée, ni sur l'acrotère, ni sur le plan de la façade.



# Art. 31 Superstructure

A l’exception des souches de cheminée et de ventilation ainsi que des dispositifs permettant l’installation d’un échafaudage mobile pour l’entretien des façades, les superstructures pour les ascenseurs et les équipements de conditionnement d’air et autres installations techniques, doivent se trouver à l’intérieur du gabarit du toit. Pour des raisons techniques, de telles superstructures peuvent dépasser le toit de 1,50 mètre au maximum.

# Art. 32 Saillies sur les façades

Les parties saillantes ou saillies des constructions sur la façade et dans les marges de reculement minimales sont autorisées, excepté à l’intérieur des secteurs protégés de type « environnement construit – C »:

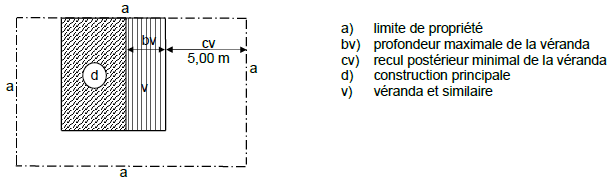
1. Les escaliers extérieurs, rampes et paliers extérieurs peuvent avoir une saillie et une hauteur maximale de 1,20 mètre.
2. Les auvents et avant-toits peuvent avoir une saillie maximale de 1,00 mètre.
3. Les balcons sur les façades latérales sont interdits. Les balcons d’une profondeur maximale de 2,50 mètres sont autorisés sur la façade arrière et sur la façade donnant sur rue. Les balcons aménagés sur la façade donnant sur rue ne peuvent pas dépasser la moitié de la largeur de cette façade.
4. Les terrasses sur piliers ou sur le sol sont autorisées sur la façade arrière de la construction principale uniquement, sous condition d’observer une profondeur maximale de 4,00 mètres, et une largeur maximale d’un tiers de la longueur de la façade arrière et un recul postérieur minimum de 5,00 mètres.
5. Les avant-corps sont admis sur les façades avant, latérale et arrière, avec une saillie maximale de 0,70 mètre, avec un recul minimal d’un mètre du domaine public. Ils ne peuvent couvrir que 1/3 de la surface visible hors-sol et ne doivent pas dépasser la hauteur de la corniche principale de la façade. Leur recul sur la limite latérale du bâtiment est au moins égal à la valeur de leur saillie.
6. Les saillies ne sont pas autorisées au-delà de la hauteur de la corniche.

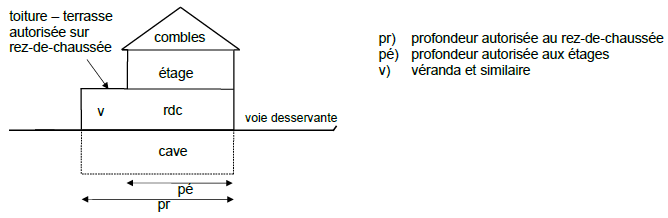
# Art. 33 Véranda, terrasses couvertes

Une véranda, verrière, pergola, terrasse couverte ou construction similaire peut être érigée uniquement au rez-de-jardin sur un niveau, dans le recul avant et postérieur. Elle a une profondeur maximale de 4,00 m et est accolée à la construction principale.

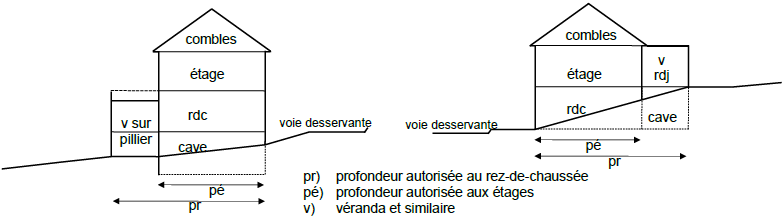
Elle a une hauteur de corniche maximale de 3,00 mètres et seuls les côtés latéraux peuvent être fermés, le côté parallèle à la façade à laquelle la terrasse est accolée doit rester ouvert.

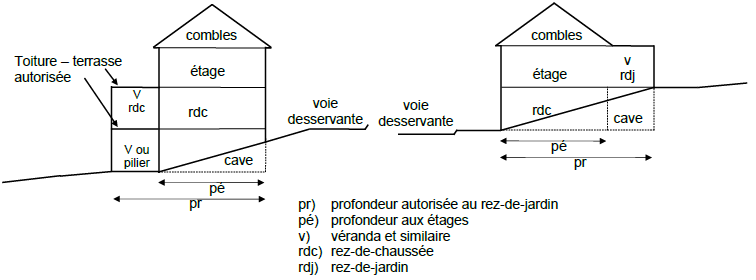
Le recul minimal par rapport aux limites de la parcelle est celui appliqué pour les autres constructions, voir l’Art. 24.





Constructions en pente:





# Art. 34 Emplacements de stationnement, garage et car-port

1. Les emplacements peuvent être aménagés soit sous forme de garage ou de car-port, soit sous forme d’emplacements de stationnement dans un sous-sol ou à ciel ouvert. Le nombre minimal d’emplacements de stationnement et les prescriptions y liées sont définis dans l’article 11 « Emplacements de stationnement » de la partie écrite du Plan d'Aménagement Général (PAG).
2. Des emplacements de stationnement à ciel ouvert sont autorisés dans les reculs des constructions principales. L’aménagement de garages est interdit dans le recul postérieur, sauf dans les secteurs protégés de type « environnement construits – C », voir point e) ci-dessous.

La construction de garages ou de car-ports est autorisée en dehors du gabarit admis pour la construction principale suivant les conditions ci-dessous :

1. garage et car-port dans le recul latéral, en respectant les conditions suivantes: Voir figure A, ci-après.

* la distance minimale de l'abord de la voie publique, étatique et communale, est de 6,00 mètres,
* la construction peut se faire sur la limite, ou avec un recul latéral minimum de 1,50 mètre de la limite,
* la largeur maximale d’un garage ou car-port est de 6,00 mètres,
* la profondeur maximale d’un garage ou car-port ne peut pas dépasser la façade arrière de la construction principale autorisable,
* la hauteur maximale d’un garage ou car-port est de 3,50 mètres,
* la toiture d’un garage ou car-port peut être plate ou à une pente de maximum 5% ou 3o. Elle peut être végétalisée.

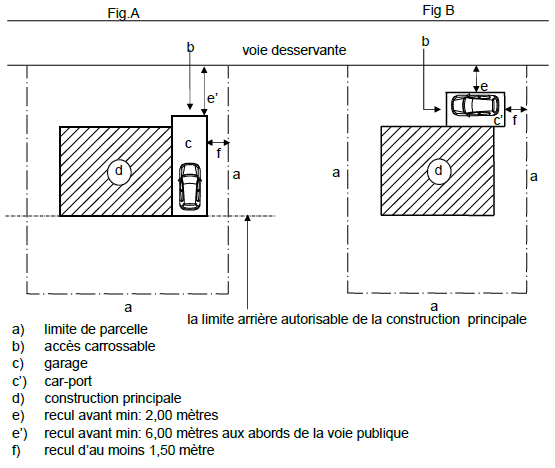
La toiture d’un garage accolé à la construction principale peut être aménagée sous forme de toiture-terrasse, si le garage observe un recul d'au moins 3,00 mètres de la limite de la parcelle et sans préjudice d'autres dispositions légales et réglementaires.

1. car-port dans les reculs avant et postérieur, en respectant les conditions suivantes : Voir figure B, ci-après.

* la distance minimale de l'abord de la voie publique est de 2,00 mètres,
* la construction peut se faire sur la limite latéral,
* la largeur maximale d’un car-port est de 5,00 mètres,
* la profondeur maximale d’un car-port est de 6,00 mètres,
* la hauteur maximale d’un car-port est de 3,50 mètres,
* la toiture d’un car-port repose sur des piliers et elle peut être plate ou à une pente de maximum 5% ou 3o. Elle peut être végétalisée mais ne peut en aucun cas être aménagée en terrasse,
* le car-port est ouvert de tous les côtés et pourra être accolé en partie à une construction.

1. Dans le cas d'une restauration et transformation d'une ou plusieurs constructions définies comme « construction à conserver » ou « gabarit d’une construction existante à préserver » maintenu, les exceptions suivantes peuvent être acceptées, sous réserves des conditions suivantes:

* plusieurs maisons unifamiliales et/ou logements peuvent avoir recours à l’utilisation commune de surfaces pour le stationnement de voitures et de vélos, de locaux et/ou d’équipements techniques, sur la parcelle ou sur une parcelle adjacente ou sur une parcelle dédiée/réservée à cette fin, dûment enregistrée(s) au bureau des hypothèques.
* des stationnements peuvent être implantés à l’arrière de la/ou des constructions principales et dans le recul postérieur minimal, aménagés à l’intérieur d'une construction secondaire, à l'abri d'un mur, d'une haie et/ou en plein air avec un recul sur les limites de la parcelle de minimum 3,00 mètres et sans occasionner de gêne pour le voisin. L’aménagement d’emplacements de stationnement dans le recul postérieur doit garantir une bande verte comprenant des plantations d’une largeur minimale de 2,00 mètres sur les limites de parcelle. Le choix des essences est à faire parmi des espèces indigènes adaptées aux conditions stationnelles.
* de disposer d’un accès (cour) commun à partir du domaine public.



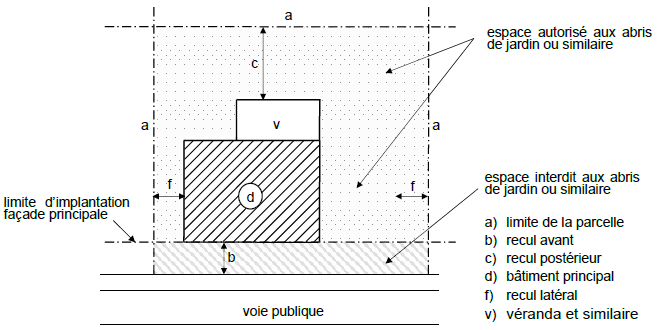
# Art. 35 Dépendances – abri jardin

1. Des dépendances – à l’exception de garages ou de car-ports – sont autorisées dans le recul postérieur ou latéral des constructions.
2. Par dépendance, on entend un abri de jardin, hangar, une petite serre, une volière, une piscine, un grill et/ou autre construction similaire. Ces dépendances ne peuvent en aucun cas servir à l'habitation, à l'exercice d'une activité professionnelle ou commerciale, ou au stationnement de voitures.
3. L’utilisation comme abris pour animaux domestiques est soumise à l'autorisation du bourgmestre. Cette construction doit avoir les dimensions minimales respectant l'espace vital pour l'espèce animale respective et ne peut servir ni à l'exploitation agricole, ni à un élevage d'animaux pour des besoins professionnels et ni dépasser les besoins de la famille habitant sur la même parcelle. Ils doivent être réalisés de sorte qu’il n’y ait pas de gêne anormale pour le(s) voisin(s) et sous réserve de respecter les lois concernant la protection des animaux.

Un changement d'affectation ultérieur est interdit.

1. Un abri de jardin et/ou une pergola par parcelle sont autorisés sous réserve que la surface construite brute maximale ne dépasse pas 30,00 m2 au total et des conditions suivantes:

* la surface construite brute maximale d’un abri de jardin ou d’une pergola est de 20,00 m2, dont un côté a au moins 3,50 mètres,
* ils sont à implanter dans le recul postérieur ou latéral (voir l’image ci-après) avec une distance sur les limites de la parcelle d’au moins 1,00 mètre, ou en limite de parcelle avec l’accord du voisin. L’abris doit respecter une distance d’au moins 3,00 mètres de la construction principale,
* la hauteur maximale à la corniche est de 2,50 mètres et la hauteur totale maximale est de 3,50 mètres,
* la toiture peut être plate ou à une pente,
* les hauteurs sont à mesurer par rapport au terrain naturel.



1. Un Hangar par parcelle est autorisé sous réserve des conditions suivantes:

* dans les zones mixtes-v et dans les zones d’habitation, avec une surface construite brute maximale de 175,00 m2 et sans dépasser 15% de la parcelle concernée,
* le hangar est implanté uniquement dans le recul postérieur avec une distance minimale entre le hangar et la construction principale ou une véranda le cas échéant de 10,00 mètres, avec un accès carrossable garanti,
* le recul minimum sur les limites de la parcelle est de 5,00 mètres et de 0,00 mètre par rapport à la limite de la « zones urbanisées ou destinées à être urbanisées » (zone verte).
* la hauteur maximale à la corniche est de 4,50 mètres et la hauteur totale maximale est de 6,50 mètres; pour une toiture plate la hauteur maximale totale est de 5,00 mètres; ces hauteurs sont à mesurer par rapport au terrain naturel,
* le hangar sert au stockage de bois, au dépôt de menuiserie, à l’entreposage de machines agricoles, sylvicoles, de jardinage et similaires,
* le revêtement extérieur du hangar est en bois.

Cette réglementation ne concerne pas les constructions servant à l’exploitation agricole.

1. Autres dépendances autorisées:

* une petite serre - sans fin commerciale et/ou professionnelle - d'une surface constructible brute maximale de 16,00 m2 dont un côté a au moins 3,50 mètres, implantée dans le recul postérieur, avec un recul d'au moins 1,00 mètre sur les limites latérales et postérieure de la parcelle ou en limite avec l’accord du voisin,
* une volière ou un chenil d'une surface constructible brute maximale de 8,00 m2, dont les côtés n’excèdent pas 4,00 mètres de longueur et 2,00 mètres de largeur et une hauteur totale maximale de 2,00 mètres. Un recul minimum de 1,00 mètre sur les limites de parcelle doit être respecté,
* une piscine non couverte ou avec une couverture amovible, dont la hauteur totale ne dépasse pas 1,50 mètre et dont la construction ainsi que les remblais et déblais s’intègrent harmonieusement dans le terrain naturel et respectent un recul minimum de 3,00 mètres sur les limites de parcelle,
* un grill ou similaire d'une surface constructible brute maximale de 2,00 m2, avec un recul minimum de 1,00 mètre sur les limites de parcelle.

Les terrains de tennis sont interdits dans les zones d'habitation.

# Art. 36 Espaces libres jardin privé

1. Au moins 50% de la surface totale des marges de reculement postérieur sont à aménager en tant qu’espace vert, tel que jardin d'agrément et/ou potager et/ou verger, les jardins de graviers sont interdits. Les reculs avant et latéraux sont à aménager en tant qu’espace vert, tel que jardin d'agrément et/ou potager et/ou verger, les jardins rocheux sont interdits, à l’exception des accès, stationnements, car-port et garages autorisés.
2. Ne sont pas considérés en tant qu’espace vert dans le sens du présent article:

* toute surface couverte par un revêtement de sol minéral, y inclus les jardins rocheux et les dalles de gazon;
* toute surface couverte par des escaliers;
* les chemins, terrasses, escaliers et murs;
* les dépendances;
* les piscines.

1. Les accès des constructions, les cours et les terrasses, peuvent être exécutés en dur. Les emplacements pour voitures sont à aménager avec un matériel perméable. En outre, les surfaces exécutées en dur (béton, béton asphaltique, dallage etc.) sont à réduire au minimum.
2. Les terrasses sont à aménager avec un recul minimal de 1,90 mètre des limites de propriétés, à l’exception des terrasses de constructions jumelées.
3. Les installations de panneaux solaires et un ou plusieurs réservoir(s) pour la collecte des eaux de pluies ont un recul d’au moins 2,50 mètres sur les limites de la parcelle.

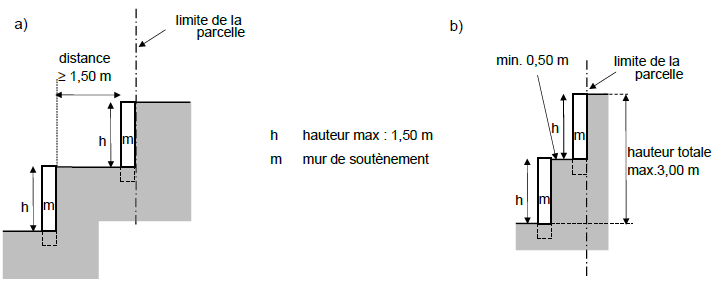
# Art. 37 Travaux de déblai et remblai

En général le terrain naturel est à sauvegarder. Toutefois le bourgmestre peut autoriser sous certaines conditions des remblais inférieurs ou supérieurs à 1,00 mètre:

* un remblai de terre jusqu'à 1,00 mètre au-dessus ou un déblai jusqu'à 1,00 mètre en dessous du terrain naturel, avec un recul d'au moins 1,00 mètre des limites de propriété.
* un remblai de terre jusqu'à 1,50 mètre au-dessus ou un déblai jusqu'à 1,50 mètre en dessous du terrain naturel, avec un recul d'au moins 3,00 mètres des limites de propriété.
* un remblai de terre peut être aménagé sans recul, sous condition qu’il soit aménagé de part et d'autre de la limite de propriété ou si le niveau du terrain est adapté au niveau du terrain existant ou projeté sur la parcelle voisine.

# Art. 38 Clôture et mur de soutènement

1. Les limites entre domaine public et privé peuvent être clôturées par des socles ou des murets d’une hauteur moyenne inférieure à 0,50 mètre et par des haies vives ou par des grillages translucides, dont la hauteur totale ne peut pas dépasser 2,00 mètres, mesurée par rapport au niveau du domaine public.
2. Les limites de propriété latérales et postérieures peuvent être clôturées par des grillages translucides ou une haie vive, d'une hauteur maximale de 2,00 mètres. La hauteur des murs de clôture en limite de parcelle est limitée à 0,50 mètre.
3. La hauteur maximale des murs de séparation à établir sur la ligne séparatrice entre deux constructions jumelées ou groupées (maisons unifamiliales) – entre cour ou terrasse – derrière la façade postérieure des constructions est fixée à 2,00 mètres au maximum. Cette hauteur peut être dépassée avec l’accord réciproque du voisin. La longueur du mur de séparation ne peut excéder 4,00 mètres.
4. Des murs de soutènement d’une hauteur maximale de 1,50 mètre sont autorisés. Entre deux murs de soutènement, une distance d’au moins 1,50 mètres est à respecter (voir l’image a); le terrain remanié, aménagé comme espace vert, entre les murs ou limites de parcelle est plat. Un mur de soutènement peut être implanté sur la limite de la parcelle.

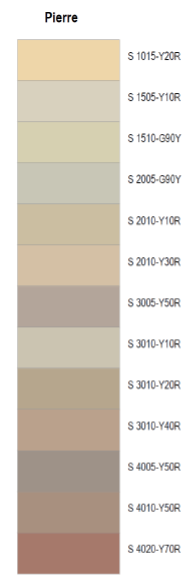


1. Sur les terrains avec une pente moyenne de plus de 15%, voir l’image b) ci-dessus, exceptionnellement plusieurs murs de soutènement peuvent être groupés avec un recul minimal entre deux murs de 0,50 mètre ; sous condition que la hauteur totale cumulative des murs n’excède pas 3,00 mètres et que le recul entre les murs soit aménagé en tant qu’espace vert.
2. Les murs de soutènement implantés dans le recul latéral et délimitant une rampe d'accès peuvent être en limite de la parcelle et doivent respecter une hauteur maximale de 3,50 mètres.
3. Les murs de soutènement et les aménagements extérieurs en pente sont soumis à une autorisation du bourgmestre. Les murs de soutènement sont en pierres naturelles du pays, en béton "L" de couleur grise, gabions, enduit d'un crépi, plaquettes de parement, ou similaire. Ils peuvent, en outre, faire l'objet de prescriptions destinées à assurer leur intégration au paysage et à les doter d'une certaine esthétique. L’emploi de bac à fleurs en béton préfabriqué et empilable est interdit pour la construction de murs de soutènement.
4. Les clôtures et murets des parcelles situées aux angles de rues ne doivent en aucun cas entraver la bonne visibilité.

# Art. 39 Charte des couleurs, définies dans le système « Natural Colour System » (NCS) ou similaire







# Art. 40 Glossaire

*Sources*

1 Règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d’aménagement général d’une commune - Annexe II: Terminologie du degré d'utilisation du sol.

2 Règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d’aménagement particulier « quartier existant » et du plan d’aménagement particulier « nouveau quartier » - Annexe II: Terminologie.

3 Art.29 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

4 Art.37 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

5 Ministère de l'Intérieur Règlement-type sur les Bâtisses, les Voies publiques et les Sites (RTBVS) du 31 octobre 2012/ 2018.

**Acrotère2**

On entend par acrotère, la remontée verticale encadrant la dalle d’une toiture-terrasse, d’une toiture plate ou d’une terrasse.

**Alignement de voirie2**

On entend par alignement de voirie, la limite entre la voie desservante et les terrains à bâtir net.

**Alignement obligatoire2**

On entend par alignement obligatoire, la limite séparative obligatoire soit entre une construction et une surface non aedificandi, soit entre volumes construits dont les prescriptions dimensionnelles diffèrent. La façade en question devra respecter l’alignement obligatoire sur au moins deux tiers de la surface. Les loggias ne sont pas à considérer pour l’alignement obligatoire.

En cas d’assainissement énergétique, la couche isolante supplémentaire, de même que le nouveau parachèvement extérieur pourront, le cas échéant, déroger aux limites de surfaces constructibles.

**Auvent2**

On entend par auvent, un avant-toit fixé en console et placé au-dessus d’une ouverture, d’un portail, d’un panneau d’information ou d’une construction similaire.

**Avant-corps2**

On entend par avant-corps, un élément architectural ou une partie d’une construction se trouvant en saillie par rapport à la façade. Un avant-corps est subordonné à la façade à laquelle il se rapporte. Il présente une surface inférieure à un tiers de la largeur de la façade, toiture non comprise, et une saillie inférieure à 2 mètre

**Balcon2**

On entend par balcon, une construction ouverte formée soit par une dalle ou par une plate-forme dépassant de la façade d’un bâtiment, soit par une dalle ou par une plate-forme portée par une structure autoportante, ceinte d’un garde-corps et communiquant avec les pièces d’habitation adjacentes par une ou plusieurs portes ou portes-fenêtres.

**Car-port2**

On entend par car-port toute construction ouverte sur au moins deux côtés, réalisée en principe en matériaux légers et servant à abriter un ou plusieurs véhicules en stationnement.

**Changement (du mode) d’affectation5**

Changement complet ou partiel de la destination d’une construction. Sont considérées comme destination d’une construction notamment les fonctions d’habitat, de commerce, d’artisanat, de service, d’industrie, d’agriculture et de service public.

**Clôture2**

On entend par clôture, toute construction destinée à enclore un espace et érigée en principe sur l’alignement de voirie ou sur la limite séparative entre deux propriétés.

On distingue trois types de clôtures:

* les clôtures légères ou ajourées (p.ex. barrières, enceintes, enclos et grilles),
* les clôtures massives ou opaques (p.ex. murets et murs),
* les clôtures végétales (p.ex. haies).

**Coefficient d’occupation du sol [COS]1**

On entend par coefficient d’occupation du sol le rapport entre la surface d’emprise au sol de la ou des constructions (au niveau du terrain naturel) et la surface du terrain à bâtir net.

**Coefficient d’utilisation du sol [CUS]1**

On entend par coefficient d’utilisation du sol le rapport entre la somme des surfaces construites brutes de tous les niveaux et la surface totale du terrain à bâtir brut, pour autant que la hauteur d’étage moyenne ne dépasse pas 5 mètres.

Pour tous les niveaux dont la hauteur moyenne d’étage est comprise entre 5 mètres et 10 mètres, la surface construite brute est multipliée par 2. Pour tous les niveaux dont la hauteur d’étage moyenne dépasse 10 mètres, la surface construite brute est multipliée par 3.

**Coefficient de scellement du sol [CSS]1**

On entend par coefficient de scellement du sol le rapport entre la surface de sol scellée et la surface du terrain à bâtir net.

**Comble2**

On entend par comble, le volume compris entre le dernier niveau plein et les pans de toiture d’un bâtiment.

**Conservation**

On entend par conservation les travaux ayant comme but la sauvegarde historique.

**Construction2**

On entend par construction, tout bâtiment, bâtisse, édifice ou ouvrage, ancré au sol, qu’il soit hors sol ou enterré.

**Corniche**

On entend par corniche une/la partie saillante qui couronne et protège une façade.

**Cote de niveau2**

On entend par cote de niveau, l’indication de la position verticale d’un élément, exprimée en altitude réelle conformément au référentiel national officiel.

**Densité de logement [DL]1**

On entend par densité de logement le rapport entre le nombre d’unités de logement et le terrain à bâtir brut exprimé en hectares.

Les logements intégrés, au sens de l’annexe II du règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d’aménagement particulier « quartier existant » et du plan d’aménagement particulier « nouveau quartier » portant exécution du plan d’aménagement général d’une commune ne sont pas pris en compte.

**Dépendance2**

On entend par dépendance, tout volume accolé ou isolé, ni destiné au séjour prolongé de personnes, ni à une activité professionnelle, comme notamment les abris de jardin, les garages et les car-ports.

**Dépendance agricole**

On entend par dépendance agricole, tout volume accolé ou isolé ayant un lien direct avec une exploitation agricole, qui n’est ni destiné au séjour prolongé de personnes, ni à des services administratifs et professionnels ou à des activités de sports et de loisirs.

**Domaine public5**

Fonds servant à la viabilisation des terrains à bâtir, conformément aux articles 23 et 34 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l’aménagement communal et le développement urbain.

**Enseigne5**

Inscription, forme ou image apposées sur un immeuble et relative à une activité qui s’y exerce. Ne peut être assimilée à une enseigne, une mention profitant à des tiers, telle que l’indication d’une marque ou de leurs produits.

**Etage en retrait2**

On entend par étage en retrait, le niveau dont le plan d’au moins une façade est en retrait par rapport à celui du niveau situé en dessous.

**Faîte/Faîtage2**

On entend par faîte ou faîtage, la ligne d’intersection des deux versants d’une toiture dont les pentes sont opposées ou encore le segment le plus élevé d’une toiture à une pente.

**Hauteur à l’acrotère2**

On entend par hauteur à l’acrotère, la différence d’altitude entre l’axe de la voie desservante et le plan supérieur (isolation et revêtement inclus) de l’acrotère, mesurée au milieu de la façade de la construction principale donnant sur la voie desservante et perpendiculairement à l’axe de la voie desservante. Lorsqu’une construction est composée de plusieurs volumes, la hauteur à l’acrotère est mesurée individuellement pour chaque volume. Lorsque la hauteur d’une construction n’est pas la même sur toute la longueur de la construction, la hauteur la plus importante est à prendre en considération.

**Hauteur à la corniche2**

On entend par hauteur à la corniche, la différence d’altitude entre l’axe de la voie desservante et le point d’intersection entre le plan extérieur de la façade (isolation et revêtement inclus) et le plan extérieur de la toiture (couverture incluse), mesurée au milieu de la façade de la construction principale donnant sur la voie desservante et perpendiculairement à l’axe de la voie desservante. Lorsqu’une construction est composée de plusieurs volumes, la hauteur à la corniche est mesurée individuellement pour chaque volume. Lorsque la hauteur d’une construction n’est pas la même sur toute la longueur de la construction, la hauteur la plus importante est à prendre en considération.

**Hauteur du socle2**

On entend par hauteur du socle, la différence entre la cote du niveau fini du plancher du rez-de-chaussée et la cote de l’axe de la voie desservante. Lorsque la cote du socle n’est pas la même sur toute la longueur de la façade, la hauteur la plus importante est à prendre en considération.

**Ilot2**

On entend par îlot une surface délimitée par une ou plusieurs voies desservantes et, le cas échéant, par une ou plusieurs limites physiques ou administratives.

**Limite de surface constructible2**

On entend par limite de surface constructible, soit la limite séparative entre une surface constructible et une surface non aedificandi, soit la limite séparative entre volumes construits adjacents pour lesquels les prescriptions dimensionnelles, les typologies ou les affectations diffèrent.

En cas d’assainissement énergétique, la couche isolante supplémentaire, de même que le nouveau parachèvement extérieur pourront, le cas échéant, déroger aux limites de surfaces constructibles.

**Logement2**

On entend par logement un ensemble de locaux destinés à l’habitation, formant une seule unité et comprenant au moins une pièce de séjour, une niche de cuisine et une salle d’eau avec WC.

**Logement de type collectif2**

On entend par logement de type collectif toute unité de logement dans une maison plurifamiliale ou dans une maison bi-familiale.

**Logement intégré2**

On entend par logement intégré, un logement faisant partie d’une maison de type unifamilial et appartenant au propriétaire du logement principal. Le logement ne peut être destiné qu’à la location et doit être subordonné en surface au logement principal.

**Loggia2**

On entend par loggia, un espace de vie extérieur, couvert et non saillant par rapport à la façade d’un bâtiment, communiquant avec les pièces d’habitation par une ou plusieurs portes ou portes-fenêtres.

**Lot2**

On entend par lot, une unité de propriété foncière projetée et non encore répertoriée par le cadastre.

**Lotissement3**

On entend par lotissement de terrains, la répartition d'une ou plusieurs parcelles en un ou plusieurs lots, en vue de leur affectation à la construction.

**Lucarne**

On entend par lucarne une ouverture aménagée dans un pan de toiture pour donner du jour et de l’air aux locaux sous les combles.

**Maison bi-familiale2**

On entend par maison bi-familiale une construction servant au logement permanent et comprenant deux unités de logement.

**Maison en bande2**

On entend par maison en bande, toute construction faisant partie d’un ensemble de minimum trois maisons accolées.

**Maison jumelée2**

On entend par maison jumelée, toute construction faisant partie d’un ensemble de deux maisons accolées.

**Maison plurifamiliale2**

On entend par maison plurifamiliale une construction servant au logement permanent et comprenant plus de deux unités de logement.

**Maison unifamiliale2**

On entend par maison unifamiliale, une construction servant au logement permanent et comprenant en principe une seule unité de logement. Un seul logement intégré supplémentaire y est admis.

**Niveau5**

Plan horizontal d’une construction ou altitude d’un point par rapport à un plan horizontal de référence.

**Niveau en sous-sol2**

Est considéré comme niveau en sous-sol, tout niveau dont au moins la moitié du volume construit brut est sis en dessous du terrain naturel.

**Niveau fini du plancher5**

Cote du sol du niveau en question, compte tenu des diverses couches isolantes, de la chape flottante et des divers revêtements, mesurée à partir du niveau 0.00 m de référence.

**Niveau fini sous dalle5**

Le niveau fini sous dalle définit la cote inférieure d’un plafond compte tenu des divers isolations et revêtements, à partir du niveau 0.00m de référence.

**Niveau naturel du terrain2**

On entend par niveau naturel du terrain, le niveau du terrain avant les travaux de déblaiement, de remblaiement, de nivellement, d’assainissement ou d’aménagement extérieur.

**Niveau plein2**

On entend par niveaux pleins, les niveaux situés entre le niveau du terrain naturel et la ligne de corniche ou de l’acrotère. Si un niveau est partiellement enterré par rapport au terrain naturel, ce dernier est à considérer comme niveau plein si au moins la moitié de son volume est situé au-dessus du niveau du terrain naturel.

**Nombre d’étages2**

On entend par nombre d’étages, le nombre de niveaux au-dessus du rez-de-chaussée.

**Nombre de niveaux2**

On entend par nombre de niveaux, le nombre d’espaces entre planchers et plafonds pour lesquels il n’y a pas ou peu de différence de niveau d’altitude des planchers, alors que les plafonds peuvent être distincts par leur forme et dissociés par la hauteur libre qu’ils laissent. Est considéré comme niveau souterrain, tout niveau sis entièrement ou au minimum à moitié de sa hauteur en dessous du terrain naturel.

**Nu (de la façade)**

Le nu sert de référence aux cotes d’épaisseur des éléments en saillie, ainsi qu’aux cotes de profondeur des éléments en retrait

**Pente moyenne**

Est à considérer comme pente moyenne, la valeur absolue du rapport entre la différence d’hauteur du terrain naturel et la profondeur du terrain à bâtir. La profondeur maximale du terrain à bâtir à prendre en compte est de 30,00 mètres. Elle est à mesurer perpendiculairement à la limite parcellaire entre le terrain à bâtir et la voie desservante à partir du milieu de cette même limite.

**Parcelle2**

On entend par parcelle, une unité de propriété foncière répertoriée par le cadastre et précisément délimitée.

**Profondeur de construction2**

On entend par profondeur de construction soit la distance mesurée entre la façade avant et la façade arrière, soit la distance mesurée entre les deux façades opposées les plus rapprochées l’une de l’autre, au niveau comportant la surface construite brute la plus importante. Dans le cas de constructions composées de deux ou plusieurs corps de bâtiment, la profondeur de construction est mesurée séparément pour chacun d’entre eux.

**Recul2**

Le recul constitue la distance entre la construction ou la surface constructible et la limite du lot ou de la parcelle, respectivement la limite de la zone destinée à rester libre.

Le recul est mesuré au milieu de la construction à partir de la façade finie (isolation incluse, sauf en cas d’assainissement énergétique), perpendiculairement à la limite parcellaire ou du lot.

**Rénovation**

On entend par rénovation les travaux ayant le but la remise en état des parties de l’immeuble.

**Restauration**

On entend par restauration les travaux dans le but de redonner à l’immeuble son architecture originale.

**Revêtement perméable5**

Revêtement permettant le passage naturel des eaux pluviales vers le sol.

**Saillie5**

Elément débordant par rapport à un autre. On distingue:

* les saillies fixes, notamment les enseignes, corniches, acrotères, auvents et
* les saillies mobiles, notamment les volets, battants de porte, marquises de devanture.

**Studio5**

Appartement abritant une seule pièce destinée au séjour prolongé de personnes, qui comprend notamment la cuisine, l’espace de séjour et l’espace nuit.

**Surface construite brute1**

On entend par surface construite brute la surface hors oeuvre obtenue d’un bâtiment et des dépendances en additionnant la surface de tous les niveaux. Seules les surfaces non aménageables en sous-sol ou partiellement en sous-sol et sous combles ne sont pas prises en compte.

Les surfaces non closes, notamment les loggias, les balcons et les car-ports, ne sont pas prises en compte pour le calcul de la surface construite brute.

**Surface d’emprise au sol1**

On entend par surface d’emprise au sol la surface hors oeuvre mesurée sur le plan du ou des parties de niveaux en contact direct avec le terrain naturel.

Ne sont pas pris en compte pour le calcul de la surface d’emprise au sol les aménagements extérieurs en dur, notamment les rampes de garage, les chemins d’accès, les surfaces non closes au rez-de-chaussée, les terrasses non couvertes, les surfaces non closes aux étages, tels que les loggias, les balcons, les perrons et les seuils.

**Surface de vente1**

Il s’agit de la surface de vente au sens de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l’accès aux professions d’artisan, de commerçant, d’industriel ainsi qu’à certaines professions libérales

**Surface habitable nette5**

Surface d’étage brute déduction faite de l’emprise des murs, cloisons, gaines, escaliers et espaces d’une hauteur libre sous plafond inférieure à 1,00m. Les espaces d’une hauteur libre sous plafond comprise entre 1,00m et 2,00m ne sont pris en compte qu’à 50%.

**Surface hors oeuvre1**

Est à considérer comme surface hors oeuvre, la surface de plancher mesurée au nu extérieur des murs de pourtour, l’isolation thermique et le parachèvement compris. Sont à exclure du calcul les constructions ne formant pas de plancher, dont les pylônes, canalisations, ouvrages de stockage tels que les citernes et les silos ainsi que les auvents. Sont également à exclure, les modénatures tels que les acrotères, bandeaux, corniches ou marquises ainsi que les rampes et les escaliers extérieurs.

En cas d’assainissement énergétique, la couche isolante supplémentaire de même que le nouveau parachèvement extérieur ne seront pas pris en compte.

**Surface non aménageable1**

Pour établir si une surface est non aménageable, il convient d’appliquer les critères suivants:

a. hauteur des locaux:

Les surfaces, dont la hauteur sous plafond est inférieure à 1,80 mètres, sont considérées comme surfaces non aménageables.

b. affectation des locaux:

Les locaux techniques qui sont exclusivement affectés au fonctionnement technique de l’immeuble sont à considérer comme surfaces non aménageables.

Sont également à considérer comme surfaces non aménageables, les espaces de circulation, dont les garages, les cages d’escalier et les cages d’ascenseur, les dépôts ainsi que les caves individuelles des constructions collectives ne comportant pas d’ouverture sur l’extérieur.

Par contre, est considéré comme aménageable tout local où peut s’exercer une activité quelconque, telle que les buanderies, ateliers, vestiaires, cantines, réserves commerciales, restaurants, salles de réunion, salles de cinéma et salles d’ordinateurs.

c. Solidité et géométrie des locaux:

Sont à considérer comme non aménageables les locaux dont les planchers ne peuvent supporter des charges supérieures à 1,5 kN/m2 ou en raison de l’encombrement de la charpente ou d’autres installations.

Ces critères ne sont pas cumulatifs.

**Surface scellée1**

Est considérée comme surface scellée toute surface dont l’aménagement ne permet pas l’infiltration des eaux pluviales ainsi que toute surface surplombée par une construction.

Concernant les surfaces scellées par des constructions souterraines et couvertes de terre végétale, la surface de sol scellée à prendre en compte est réduite par tranche de 15 pour cent pour 15cm d’épaisseur de couverture de terre végétale, jusqu’à concurrence de 75 pour cent.

Concernant les toitures végétales, la surface scellée à prendre en compte est réduite de 50 pour cent.

**Terrain à bâtir brut1**

On entend par terrain à bâtir brut tous les fonds situés en zone urbanisée ou destinée à être urbanisée, non encore ou partiellement viabilisés.

**Terrain à bâtir net1**

On entend par terrain à bâtir net tous les fonds situés en zone urbanisée ou destinée à être urbanisée déduction faite de toutes les surfaces privées et publiques nécessaires à sa viabilisation.

**Terrasse2**

On entend par terrasse, une surface stabilisée à l’air libre, communiquant avec les pièces d’habitation adjacentes par une ou plusieurs portes ou portes-fenêtres.

On distingue:

* la terrasse accolée à un bâtiment;
* la terrasse aménagée sur la surface résultant du retrait d’un étage par rapport à l’étage inférieur;
* le toit-terrasse aménagé sur une toiture plate accessible.

**Toit à la Mansart**

toit dont chaque versant est formé de deux pans, le terrasson et le brisis, et dont les pentes sont différentes.

**Transformation d’une construction5**

Travaux qui ont pour conséquence d’altérer les structures portantes, respectivement le gros-oeuvre et l’aspect extérieur des constructions.

**Travaux de remblai et de déblai5**

Modification apportée au niveau d’un terrain, dépassant soit une différence de hauteur de 1,00m, soit un mouvement de terrain supérieur à 10 m3.

**Trottoir5**

Partie de la voirie publique ou privée, en saillie ou non par rapport à la chaussée, spécifiquement aménagée pour la circulation des piétons, revêtue de matériaux en dur et séparée clairement des autres parties de la voirie par quelque dispositif que ce soit.

**Véranda**

Galerie légère, vitrée, adossée à la façade d'une maison (le petit Robert) Construction vitrée accolée à la façade du bâtiment principal

**Voie carrossable5**

Voie ou place publique ou privée et ouverte au public, entièrement ou temporairement accessible aux véhicules motorisés.

**Voie desservante2**

On entend par voie desservante, toute voie carrossable, publique ou privée, qui donne accès à une parcelle, à un lot ou à une construction.

**Voie publique2**

On entend par voie publique, les voies appartenant à l’Etat ou à une commune qui font partie du domaine public.